



RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 01007

Numéro SIREN : 530 920 032

Nom ou dénomination : 3M AVENIR

Ce dépôt a été enregistré le 01/10/2015 sous le numéro de dépôt 16562

CHARLES KERLEO

COMMISSAIRE AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE RENNES

5 RUE ROLAND GARROS

44700 ORVAULT

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

Le 01 OCT. 2015

sous le N° 16562

SARL 3M AVENIR

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE

AU CAPITAL DE 100 000 €EUROS

SIEGE SOCIAL : 6 RUE FERDINAND LANGLADE

33720 LANDIRAS

RCS BORDEAUX 530.920.032

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

DE LA SARL 3M AVENIR EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE (SAS)

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AUPRES DE LA COUR D'APPEL DE RENNES

5 RUE ROLAND GARROS

44700 ORVAULT

RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
DE LA SARL 3M AVENIR EN SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE (SAS)

Aux Associés,

En ma qualité de COMMISSAIRE AUX COMPTES désigné en application des dispositions de l'ARTICLE L.223-43 du CODE DE COMMERCE, et d'autre part, de COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION désigné en application des dispositions de l'ARTICLE L.224-3 du CODE DE COMMERCE, par décision unanime des associés, j'ai établi le présent rapport afin :

- de vous présenter mon analyse de la situation de votre société ;
- de vous faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et, le cas échéant, sur les avantages particuliers stipulés et de nous prononcer, en application des dispositions de l'ARTICLE R.224-3 du CODE DE COMMERCE, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LA SITUATION DE LA SOCIETE

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la COMPAGNIE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à analyser la situation de la société au regard de caractéristiques financières et d'exploitation.

1. **LES DERNIERS COMPTES, EN NOTRE POSSESSION ET SUR LESQUELS A PORTE MON ANALYSE, SONT CEUX DU 31 DECEMBRE 2014 ET FONT APPARAÎTRE :**
 - UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 0 K€ EN 2014 ET DE 0 K€ POUR L'EXERCICE PRECEDENT ;
 - DES REVENUS DE TITRES DE PARTICIPATION & CREANCES RATTACHEES AUX PARTICIPATIONS ;
 - UN TOTAL DES PRODUITS DE 59 K€ CONTRE 69 K€ AU TITRE DE L'EXERCICE PRECEDENT ;
 - UN BENEFICE NET DE 30 K€ CONTRE UN BENEFICE NET DE 31 K€ AU TITRE DE L'EXERCICE N-1.
2. **LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2014 SONT LES SUIVANTS :**
 - TITRES DE PARTICIPATION POUR 168 K€ ;
 - CREANCES RATTACHEES AUX PARTICIPATIONS POUR 84 K€ ;
 - CAPITAUX PROPRES DE 226 K€ ;
 - UN CAPITAL DE 100 K€.

Dans le cadre de la transformation envisagée, la situation de votre société telle qu'elle est analysée ci-dessus n'appelle pas d'observation de ma part, en particulier au regard de la continuité de l'exploitation.

Ch

MISSION DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la COMPAGNIE NATIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES relative à cette mission. Ces diligences ont consisté :

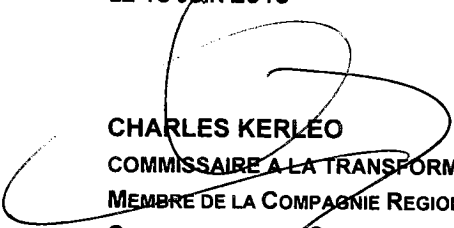
- A contrôler par sondages les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d'existence, d'appartenance et d'évaluation ;
- A vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la date de clôture du dernier exercice, le montant des capitaux propres déterminé selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des derniers comptes annuels est au moins égal au montant du capital social.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Sur la base de mes travaux, j'atteste que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Je n'ai pas eu connaissance de l'existence d'avantages particuliers.

A ORVAULT,
LE 15 JUIN 2015



CHARLES KERLEO
COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES AUPRES DE LA COUR
D'APPEL DE RENNES

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

Le 01 OCT. 2015

Sous le N° 16562

3M Avenir

SARL à associé unique, au capital de 100.000 €
Siège social : 6 rue Ferdinand Anglade – 33720 LANDIRAS
530 920 032 RCS BORDEAUX

Jean-Pierre BAIL
Agent Principal
des Finances Publiques

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT S.I.E. BORDEAUX CENTRE
Le 30/07/2015 Bordeaux n°2015/2 097 Case n°59
Enregistrement : 125 €
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
L'Agent administratif des finances publiques

**Procès-verbal des décisions extraordinaires de l'associé unique
en date du 30 juin 2015**

L'an deux mille quinze, le trente juin, au siège social : 6 rue Ferdinand A
Landiras, à l'issue des décisions ordinaires annuelles du même jour,

Monsieur Bruno HERVY, agissant en qualité d'associé unique et seul gérant
3M Avenir,

Propriétaire de la totalité des 10000 parts sociales de 10 € composant le capital social de la
société 3M Avenir, et connaissance prise du rapport du commissaire à la transformation,

a pris les décisions suivantes relatives :

- à la transformation de la société en société par actions simplifiée,
- à l'adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme,
- à la désignation du président,
- à la désignation des commissaires aux comptes,
- pouvoirs en vue des formalités.

Première décision

L'associé unique, connaissance prise du rapport de Monsieur Charles KERLEO, Commissaire
à la transformation :

- approuve expressément l'évaluation des biens composant l'actif social contenue dans ce
rapport, établi conformément aux dispositions de l'article L. 224-3 du Code de commerce, et
prend acte de ce qu'aucun avantage particulier n'y est mentionné,
- prend acte de l'attestation du Commissaire à la transformation que les capitaux propres de la
société sont au moins égaux au capital social,
- prend acte de son rapport sur la situation de la société, établi conformément aux dispositions
de l'article L. 223-43 du Code de commerce,
- et décide la transformation de la société en société par actions simplifiée à compter de ce
jour.

Deuxième décision

L'associé unique, en conséquence de la décision qui précède, adopte les statuts de la société
en sa forme nouvelle de société par actions simplifiée, dont le texte demeurera ci-après
annexé au présent procès-verbal.

Troisième décision

L'associé unique décide qu'il exercera les fonctions de président de la société par actions simplifiée, pour une durée illimitée avec les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société.

Quatrième décision

L'associé unique nomme en qualité de Commissaires aux comptes, pour une durée de six exercices prenant fin le jour de l'approbation des comptes clos le 31 décembre 2020 :

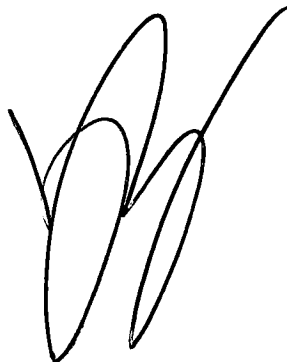
- titulaire : Monsieur Charles KERLEO, adresse : 5 rue Roland Garros – 44700 Orvault,
- suppléant : Monsieur Géraud FERRANDIER, adresse : 73 rue Chanteclerc – 44300 NANTES,

Lesquels ont fait connaître, par avance, chacun en ce qui le concerne, leur acceptation.

Cinquième décision

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue de l'accomplissement de toutes formalités.

Le présent procès-verbal a été établi et signé par l'associé unique pour être répertorié au registre des décisions.

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Monsieur Bruno HERVY
6 rue Ferdinand Anglade
33720 LANDIRAS

3M AVENIR

6 rue Ferdinand Anglade
33720 LANDIRAS

Le 30 juin 2015

J'ai été nommé ce jour, président de la société 3M AVENIR.

J'accepte ce mandat.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'B' followed by a series of loops and a final flourish.

Le présent acte a été
déposé au Greffe du
Tribunal de commerce
de Bordeaux

Le 01 OCT. 2015

sous le N°...16562

3M Avenir

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 €
Siège social : 6 rue Ferdinand Anglade
33720 LANDIRAS

530 920 032 RCS Bordeaux

STATUTS

Mis à jour le 30 juin 2015

suite à la transformation de la SARL en SAS

COPIE CERTIFIÉE CONFORME


PRÉAMBULE

La société 3M AVENIR a été constituée initialement sous la forme d'une société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à LANDIRAS (33) du 25 février 2011, enregistré le 2 mars 2011 au Service des Impôts des Entreprises de Langon, Bordereau n° 2011/109 Case n°1.

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 30 juin 2015, l'associé unique a décidé de transformer la société en société par actions simplifiée et a adopté les statuts ci-après.

Article 1er – Forme.

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que par les présents statuts.

Elle peut, à tout moment, comprendre un ou plusieurs associés.

Article 2 – Objet.

La société a pour objet :

- La prise de participation dans le capital de toute société,
- Toutes prestations de services à ces sociétés et leurs filiales afin de permettre leur gestion et leur contrôle incluant notamment l'assistance dans les domaines technique, commercial, financier et juridique, l'organisation des structures financières, l'aide aux négociations destinées à faciliter l'obtention de tous contrats ou marchés,
- L'acquisition et la gestion de toutes valeurs mobilières ou immobilières, soit directement, soit par tous moyens collectifs de placement,
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ou susceptibles de faciliter l'accomplissement des objets ci-dessus.

Article 3 – Dénomination.

La dénomination sociale est : 3M AVENIR.

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS », du numéro d'identification au registre du commerce et des sociétés et de l'énonciation du capital social.

Article 4 – Siège social.

Le siège social est fixé : 6, rue Ferdinand Anglade – 33720 LANDIRAS.

Il peut être transféré en tout autre endroit par simple décision du président, sous réserve de ratification de cette décision par l'associé unique.

ba

Article 5 – Durée.

La société a une durée de QUATRE VINGT DIX NEUF (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 – Apports.

A la constitution de la société, sous sa forme de société à responsabilité limitée, il a été fait par Monsieur Bruno HERVY, associé unique, exclusivement des apports en nature, à savoir :

450 parts sociales en pleine propriété que détient Monsieur Bruno HERVY dans la société AQUITAINE BACHES SERVICES, SARL au capital de 60.000 € dont le siège social se situe ZI de la Sangle – 44390 NORT SUR ERDRE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nantes sous le numéro 398 912 881.

L'évaluation des biens désignés ci-dessus a été faite au vu d'un rapport établi le 21 février 2011 par la société LBA, représentée par Monsieur Gilles BLANCHARD, commissaire aux apports, dans les conditions légales.

En rémunération des apports désignés ci-dessus et évalués à la somme totale de CENT MILLE euros (100.000 €), Monsieur Bruno HERVY a reçu DIX MILLE (10000) parts sociales de DIX euros (10 €) chacune, entièrement libérées.

L'apporteur a déclaré que les biens apportés lui appartiennent en propre pour les avoir acquis avant son mariage.

Article 7 – Capital social.

Le capital social est fixé à cent mille euros (100.000 €), divisé en dix mille (10000) actions de dix euros (10 €) chacune, intégralement libérées, toutes de même catégorie.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par la loi.

Article 8 – Forme des actions.

Les actions sont nominatives.

La matérialité des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

Article 9 – Droits et obligations attachés aux actions.

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.



La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux présents statuts de la société et aux décisions de l'associé unique.

Article 10 – Cession et transmission des actions.

1 - Forme

La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

2 - Cession par l'associé unique

Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres.

3 - Pluralité d'associés

Si la société vient à compter plusieurs associés, toute cession d'actions, même entre associés, sera soumise à agrément de la collectivité des associés dans les conditions ci-après :

1° La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la société et à chaque associé, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée AR, indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente. L'agrément résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

La décision d'agrément est prise par décision collective des associés, à la majorité des actions composant le capital social. Elle n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Le cédant est informé de la décision, dans les 90 jours, par lettre recommandée AR

En cas de refus, le cédant aura 15 jours, pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce ou non à son projet de cession.

2° Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet de cession, le président est tenu, dans le délai de 3 mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par des associés ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital.

bon

À cet effet, le président avisera les associés de la cession projetée, par lettre recommandée, en invitant chacun à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat sont adressées par les associés au président, par lettre recommandée AR, dans les 30 jours de la notification qu'ils ont reçue. La répartition entre les associés acheteurs des actions offertes est faite par le président, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

3° Si aucune demande d'achat n'a été adressée au président dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions, le président peut faire acheter les actions disponibles par des tiers.

4° Avec l'accord du cédant, les actions peuvent également être achetées par la société, qui est alors tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Le président sollicite cet accord par lettre recommandée AR à laquelle le cédant doit répondre dans les 30 jours de la réception.

En cas d'accord, le président provoque une décision collective des associés à l'effet de décider le rachat des actions par la société et la réduction corrélative du capital social. La convocation doit intervenir suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de 3 mois ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé comme indiqué au 6° ci-après.

5° Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de 3 mois à compter de la notification du refus d'agrément, le cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites.

Ce délai de 3 mois peut être prolongé par ordonnance de référé du président du tribunal de commerce, non susceptible de recours, à la demande de la société, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6° Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des associés ou des tiers, le président notifie au cédant les nom, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.

À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

7° La cession au nom du ou des acquéreurs est régularisée d'office par un ordre de mouvement signé du président ou d'un délégué du président sans qu'il soit besoin de la signature du titulaire des actions.

Article 11 – Président.

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou nom de la société. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou par décision collective des associés pour une durée déterminée ou indéterminée. La durée des fonctions du président est fixée par la décision qui le nomme.

Il peut démissionner de ses fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

Si la démission du gérant n'est pas fondée sur justes motifs, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts à la charge du président démissionnaire.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieur à 3 mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par l'associé unique ou par décision collective des associés. Le président remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président est révocable à tout moment sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts à charge de la société.

Le président peut recevoir une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par l'associé unique ou par décision collective des associés.

Par ailleurs, le président pourra obtenir remboursement sur justificatifs, des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la société.

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports entre associés, le président peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le président ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision collective des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Article 12 – Conventions entre la société et les dirigeants.

Associé unique

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, associé unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Si l'associé unique n'est pas dirigeant, les conventions conclues par le président sont soumises à son approbation préalable.



Pluralité d'associés

1 - Le commissaire aux comptes ou le président présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

À cette fin, le président et tout intéressé doivent aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues, dans le délai d'un mois de la conclusion desdites conventions. Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation par le président, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'associé intéressé participant au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

2 - Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes par le président et tout intéressé.

Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

3 - Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

Article 13 – Commissaires aux comptes.

L'associé unique ou la collectivité des associés réunie en assemblée générale est tenu(e) de désigner au moins un commissaire aux comptes dès lors que la société remplit les critères mentionnés à l'article L. 227-9-1, alinéas 2 et 3, du Code de commerce.

Même si les conditions prévues à l'article L. 227-9-1 précité ne sont pas remplies, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée.

Article 14 – Exercice social.

Chaque exercice social a une durée de douze mois ; il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 15 – Décisions.

1. Associé unique

L'associé unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- l'augmentation, la réduction ou l'amortissement du capital social.
- la transformation, la fusion, la scission, la liquidation ou la dissolution.
- la modification des présents statuts à l'exception de la faculté offerte au président de modifier les statuts en cas de transfert du siège social décidé par le président, tel que prévu à l'article 4 ci-dessus .
- l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats.
- toute distribution de dividendes à l'exception des acomptes sur dividendes.
- l'approbation des conventions conclues entre la société et l'un de ses dirigeants.
- la nomination, la révocation, la rémunération et la fixation des pouvoirs du président.
- la nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Toute mesure sera prise pour que le commissaire aux comptes puisse être informé à l'avance des décisions de l'associé unique et recevoir communication des documents dans un délai suffisant pour lui permettre de rédiger les rapports ou faire les observations prévues par la loi.

Toutes autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'associé unique sont répertoriées par ordre chronologique dans un registre coté et paraphé soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune.

2. Pluralité d'associés

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication - vidéo, télex, fax, *etc.* - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

2. Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, la nomination ou la révocation du Président, l'agrément de toute cession d'actions dans les conditions prévues à l'article 10, ainsi que la transformation, la prorogation de la société, et plus généralement toutes modifications statutaires.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

3. L'assemblée est convoquée par le président, ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'associé ou un des associés demandeurs.

Elle est réunie au siège social.

La convocation est faite par tous moyens huit jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour ; y sont joints tous documents nécessaires à l'information des associés.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

L'assemblée ne délibère valablement que si la moitié des associés sont présents ou représentés.

4. Chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

5. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par tous moyens. Les associés disposent d'un délai de 15 jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de 15 jours est considéré comme s'étant abstenu. Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du Président toute explication complémentaire.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

6. Le commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les associés.

7. - Décisions extraordinaires.

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation et plus généralement toutes modifications statutaires.

8 - Décisions ordinaires

Toutes autres décisions qui ne modifient pas les statuts sont qualifiées d'ordinaires.

9 - Conservation des procès-verbaux

Les décisions des associés sont constatées par des procès-verbaux ou des actes sous seing privé établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés.

10 - Information des associés

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation

ba

Article 16 – Comptes annuels.

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales, arrête les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés conformément aux lois et usages du commerce, et établit le rapport de gestion.

L'associé unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes s'il en existe un, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, une assemblée générale des associés, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 17 – Résultats sociaux.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique ou réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve, en application de la loi, l'associé unique ou la collectivité des associés peut prélever toutes sommes jugées à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'associé unique ou la collectivité des associés peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves à disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie du capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 18 – Dissolution. Liquidation.

1 - Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, ou par décision de l'associé unique.

2 - Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

3 - En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 19 – Contestations.

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre l'associé unique ou les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, à propos des affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

